

INTRODUCTION

Excellences,
Messieurs les Présidents du Parlement européen et du Conseil européen,
Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de vous accueillir au siège de la Commission, en compagnie des Présidents Buzek et Van Rompuy, pour notre dialogue sur l'actualité politique européenne. Vous le savez, je tiens beaucoup à ces dialogues avec toutes les communautés de conviction, qu'elles soient religieuses ou non confessionnelles.

C'est pourquoi je suis très curieux d'écouter votre point de vue de représentants de la pensée humaniste européenne. Votre éclairage sur les solutions qui permettraient à l'Europe de relever les grands défis auxquels elle est confrontée est tout à fait précieux et bienvenu.

Depuis deux ans, nos échanges sont dominés par la crise économique. Ce sera encore le cas aujourd'hui, puisque nous allons débattre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

La crise n'a fait qu'exacerber les situations de précarité, voire de détresse sociale en Europe.

La pauvreté et l'exclusion continuent de peser sur la vie de trop de nos citoyens. Les chiffres sont choquants: 84 millions d'Européens vivent au-dessous du seuil de pauvreté, dont 20 millions d'enfants. Les jeunes sont durement touchés, avec un taux de chômage de 21%.

Dans le discours sur l'état de l'Union que j'ai prononcé devant le Parlement européen le mois dernier, j'ai réaffirmé notre engagement en faveur d'une Europe inclusive, qui aide ses citoyens à saisir de nouvelles chances. C'est fondamental pour notre avenir collectif.

Dans le domaine de l'inclusion sociale, nous ne partons pas de zéro. Nous avons une législation importante, par exemple contre la discrimination. Nous avons des politiques de cohésion sociale et territoriale très performantes, qui soutiennent des millions d'Européens chaque année. Le traité de Lisbonne renforce encore tout cet acquis. Il fait de la cohésion sociale un objectif commun à toutes nos politiques.

Concrètement, cela veut dire que nous voulons placer au cœur de l'action européenne la promesse d'une vie meilleure pour tous, à commencer par les plus vulnérables.

C'est pour donner de la visibilité à cette volonté que nous avons fait de 2010 l'Année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette cause est vraiment importante pour l'Europe. C'est pourquoi j'ai tenu à être personnellement présent au lancement de l'Année européenne, à Madrid, en janvier dernier, sous la présidence espagnole du Conseil de l'Union.

Il y a un message politique très clair derrière cette Année européenne 2010. L'Europe est beaucoup plus qu'un marché. C'est aussi une communauté de valeurs – la justice et la solidarité. L'Union européenne s'est mobilisée pour stabiliser les marchés financiers, venir en aide à la Grèce en difficulté et défendre l'euro. Elle se mobilise aussi pour réduire la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les deux doivent aller de pair. Il ne peut pas y avoir de justice sociale sans efficacité économique. Mais en Europe, il ne peut pas non plus y avoir d'efficacité économique sans équité.

Bien sûr, l'assainissement des finances publiques est aujourd'hui d'actualité partout dans l'Union.

Mais on ne pratique pas l'austérité pour le plaisir de l'austérité! Réduire les déficits, c'est réduire le coût du service de la dette, et donc dégager des marges pour des mesures de politique sociale.

Parallèlement, nous lançons la stratégie de croissance «Europe 2020», qui va guider l'Union à moyen terme. Le principe est clair. Il s'agit de préserver l'économie sociale de marché européenne en prenant le chemin d'une croissance plus verte, plus compétitive et plus "inclusive".

L'emploi est en général la meilleure protection contre la pauvreté et l'exclusion.

La stratégie Europe 2020 prévoit donc d'actionner tous les leviers pour créer de la croissance, renforcer la performance des systèmes éducatifs et des dispositifs de formation tout au long de la vie, et faciliter l'accès des jeunes, notamment, au marché de l'emploi.

La grande difficulté, aujourd'hui, c'est que l'emploi n'est plus une assurance tous risques contre la pauvreté. Parmi les pauvres, l'Union compte 8% de gens qui ont un emploi. Il y a aussi dans les statistiques européennes de pauvreté des retraités aux très faibles pensions.

Il faut donc accompagner notre action pour l'emploi par des politiques d'«inclusion active». Nous devons donner aux citoyens les possibilités et les atouts dont ils ont besoin pour participer à la société. Je pense à l'accès à

des formations, à des qualifications, aux soins de santé et à d'autres services. Je pense aussi à l'accès à l'internet pour tous sur tout le territoire de l'Union. Nous devons donner aux pauvres et aux exclus les moyens de vivre dignement en Europe.

Ce n'est pas facile par temps de crise économique. Mais les sociétés européennes doivent répondre à une forte demande de reconnaissance.

Il y a chez les citoyens européens une forte demande d'équité, de solidarité et de dignité - mieux prendre soin d'une population âgée de plus en plus importante; mieux intégrer les migrants; offrir de meilleures chances aux jeunes; et donner une deuxième chance à ceux qui ont perdu leur emploi ou leur place dans la société.

La stratégie coordonnée Europe 2020 prend la mesure de tous ces enjeux. Elle met en place des solutions solides et complémentaires pour répondre à toutes ces questions complexes qui se posent à nos sociétés.

Au niveau de l'Union, nous pouvons améliorer le soutien de certains des instruments de solidarité communautaires, comme le Fonds social européen. Encourager l'innovation sociale pour les populations les plus vulnérables. Imaginer des solutions d'éducation, de formation, d'emploi et d'intégration innovantes.

Nous avons aussi fixé un objectif très important: réduire de 25% le nombre de personnes menacées de pauvreté dans l'Union d'ici à 2020.

C'est ambitieux. Mais nous pouvons réussir avec la contribution de tous – institutions européennes, Etats membres, société civile, acteurs économiques, partenaires sociaux, intellectuels.

Chacun a un rôle à jouer dans cette ambition. Je suis sûr que les associations humanistes seront elles aussi au rendez-vous. Fortes du patrimoine de leurs valeurs, hérité du courant humaniste et des Lumières, elles ont une voix à faire entendre dans les solutions que nous cherchons tous.

Je pense aux valeurs cardinales du respect des droits fondamentaux, des libertés citoyennes et de la dignité humaine. Je serai donc très heureux d'écouter vos propositions et vos idées dans quelques minutes.

Mais avant de lancer notre débat, je passe la parole au Président Buzek, qui sera suivi par le Président Van Rompuy.

Merci.

CONCLUSION

Je vous remercie pour ces échanges extrêmement intéressants.

Je crois que nous sommes tous d'accord sur le fait que nos citoyens et nos systèmes sociaux sont soumis à de fortes tensions. La crise accentue les situations de détresse économique et sociale, mais aussi morale. Il faut une formidable mobilisation collective en Europe pour y apporter les bonnes réponses.

Par notre dialogue, nous devons continuer à réfléchir aux moyens d'atténuer le coût social et humain de la crise.

Je tiens à vous dire que j'ai été très heureux de ces échanges vraiment enrichissants.

Je vous remercie tous d'y avoir participé avec beaucoup d'engagement et de sincérité.

Merci